

**Situation en Syrie - Réponse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à une question au gouvernement à
l'Assemblée nationale
(Paris, 14 février 2018)**

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Madame la Députée,

Oui, la prolifération chimique en ce début de 21^e siècle tue des innocents. Oui, la prolifération chimique assassine des civils.

Vous avez rappelé les événements du mois d'août 2013, vous avez rappelé les événements de Khan Sheikhoun en avril de l'année dernière. Ces constats ont été faits par les commissions d'enquêtes des Nations unies. Ces attaques d'un gouvernement contre sa population civile heurtent la conscience de l'humanité. Ces attaques sont contraires aux acquis du droit de la guerre et aux acquis des droits de l'Homme depuis le début du 20^e siècle.

Aujourd'hui, le Conseil de sécurité est bloqué par un veto russe sur ces sujets. C'est la raison pour laquelle le président de la République a décidé deux mesures graves. La première, elle a été confirmée hier, c'est de procéder à des frappes militaires contre les installations du régime, s'il y avait un nouveau recours aux armes chimiques par les forces de Bachar al-Assad, dès lors que ces attaques présentent un caractère létal et que la responsabilité du régime est avérée.

La deuxième, c'est de faire en sorte qu'en tout état de cause et malgré les blocages sur la durée, ces crimes ne soient pas impunis.

C'est la raison pour laquelle la France a organisé un partenariat contre l'impunité de l'usage des armes chimiques qui permet aujourd'hui d'identifier et d'établir des listes, et de faire en sorte que les Etats membres, et ils sont nombreux, puissent poursuivre, sur la durée, ces assassins./.